RCS : MARSEILLE
Code greffe : 1303

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MARSEILLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 B 02317
Numéro SIREN : 884 095 878
Nom ou dénomination : ABF INCENDIE

Ce dépôt a été enregistré le 11/04/2022 sous le numéro de dépôt 8955

voscommercants.fr

SASU
Au capital de 1 Euros
Siège social : 40 BOULEVARD DU VAISSEAU 13009 MARSEILLE
R.C.S. de Marseille : 884095878

Procès-verbal des décisions unanimes des actionnaires

Le 23/03/2022,

L'actionnaire unique de la société voscommercants.fr, SASU au capital de 1 Euros , dontle siège social est situé au 40 BOULEVARD DU VAISSEAU 13009 MARSEILLE, ont pris les décisions suivantes :

Décisions

DECISION N°1

Il est pris acte par l'actionnaire unique du transfert du siège social de la société situé initialement au 40 BOULEVARD DU VAISSEAU 13009 MARSEILLE. Le nouveau siège social de la société ainsi que l'établissement principal sont alors transférés au154 RUE DE ROME, Bureau 3 13006 MARSEILLE.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

DECISION N°2

L'actionnaire unique décide de modifier la dénomination sociale de la société par :
ABF INCENDIE

Scanné avec CamScanner

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

DECISION N°3

Il est pris acte par l'actionnaire unique de la modification de l'activité par :

Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels divers (4669B)

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

DECISION N°4

L'actionnaire unique décide d'agréer en tant que nouveaux actionnaires :

- Monsieur FLOQUET-CECCALDI QUENTIN né le 11 décembre 1985 à ETAMPES (91150 France) de nationalité Française Célibataire, demeurant au 192 Avenue de la Croix du Sud 83110 Sanary-sur-Mer.
- Monsieur Anthony LUBIN né le 07 Février 1996 à AUBAGNE (13400 France) de nationalité Française Célibataire, demeurant au 25 AVENUE WILLIAM BOOTH, 13011 MARSEILLE

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

DECISION N°5

Il est pris acte par l'actionnaire unique de l'augmentation du capital social d'une somme de 9 999 Euros pour le porter de 1 Euros à 10 000 Euros par création d'actions nouvelles libérer à hauteur de 25% en numéraire.

Les nouvelles actions sont souscrites et libérés par

- Monsieur FLOQUET-CECCALDI QUENTIN
- Monsieur Anthony LUBIN
- Monsieur Dimitri BERNARD

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

DECISION N°6

Suite à l'augmentation de capital, la répartition des parts se fera comme suit :

- Monsieur Quentin FLOQUET-CECCALDI: 975 parts soit 39%
- Monsieur Anthony LUBIN : 50 parts soit 2%
- Monsieur Dimitri BERNARD : 1475 parts soit 59%

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

Scanné avec CamScanner

DECISION N°7

Il est pris acte par l'assemblée du changement de la date de clôture de l'exercice social au 31 décembre.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

DECISION N°8

Les statuts seront modifiés en conséquence et les formalités réalisées auprès des organismes compétents.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

DECISION N°8

Les actionnaires confèrent tous pouvoirs à Dimitri BERNARD, président de la société, ou son mandataire, à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité afférentes aux résolutions ci-dessus adoptées.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé et vaut fiche de présence.

Signature des intervenants :



Scanné avec CamScanner

ABF INCENDIE

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 10 000 Euros

Siège social : 154 RUE DE ROME, Bureau 3 13006 MARSEILLE

STATUTS

Statuts mis à jour le 23/03/2022 certifiés conformes à l'original

Scanné avec CamScanner

LES SOUSSIGNÉS,

Monsieur Dimitri BERNARD né le 29 octobre 1981 à CHAMBERY (73000 France) de nationalité Française Célibataire, demeurant au 40 Boulevard du Vaisseau 13009 Marseille.

Monsieur Quentin FLOQUET-CECCALDI né le 11 décembre 1985 à ETAMPES (91150 France) de nationalité Française Célibataire, demeurant au 192 Avenue de la Croix du Sud 83110 Sanary-sur-Mer.

Monsieur Anthony LUBIN né le 07 Février 1996 à AUBAGNE (13400 France) de nationalité Française Célibataire, demeurant au 25 AVENUE WILLIAM BOOTH, 13011 MARSEILLE.

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée qu'ils ont décidé d'instituer :

Scanné avec CamScanner

Article 1 - FORME

La société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables à cette forme sociale, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Article 2 - DÉNOMINATION

La société a pour dénomination sociale : **ABF INCENDIE**

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par Actions Simplifiée» ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 - DURÉE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prolongation ou dissolution anticipée.

Article 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 154 RUE DE ROME, Bureau 3 13006 MARSEILLE

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville ou des départements limitrophes par simple décision de la gérance, et en tout autre endroit par décision extraordinaire :

Article 5 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1 Janvier et finit le 31 Décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice sera clôturé le 01 Juin 2022.

Article 6 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

- Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels divers (4669B)

Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Article 7 - APPORTS

A la constitution de la société, l'actionnaire unique, soussigné, a apporté une somme en numéraire de 1 euros correspondant à 1 (un) actions au nominal de 1 euros souscrites en totalité et libérées à hauteur

Scanné avec CamScanner

de 100%, ainsi que l'atteste le certificat établi par la Banque , certifiant que la somme de 1 euros a été déposée, pour le compte de la société en formation.
Les fonds correspondants aux apports en numéraire seront déposés par chacun des associés, sur le compte ouvert au nom de la Société en formation auprès de l'étude notariale de Maître Quentin FOUREZ, située 1 place Marechal Gallieni, 27500 Pont-Audemer, ainsi qu'il résulte du certificat établi par le notaire dépositaire des fonds, sur présentation notamment de l'état des souscriptions mentionnant la somme versée par les associés. L'état des souscriptions joint aux présents statuts est certifié sincère et véritable par le représentant légal de la société.

RECAPITULATION DES APPORTS

Apports en numéraire de *Monsieur Bernard Dimitri* 1 Euros

Et libère la somme de 1 Euros

TOTAL DES APPORTS SOUSCRITS : 1 Euros

TOTAL DES APPORTS LIBERES : 1 Euros

Article 8 - <u>CAPITAL SOCIAL</u>

Le capital est fixé à 10 000 euros, divisé en 1 actions de 1 euros chacune, libérées à hauteur de 25% de même catégorie et attribuées de la façon suivante :

Monsieur Bernard Dimitri : 1475 actions numérotées de 1 à 1475
Monsieur Quentin FLOQUET-CECCALDI : 975 actions numérotées de 1476 à 2451
Anthony LUBIN : 50 actions numérotées de 2456 à 2500

Article 9 - <u>Modifications du capital</u>

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision unilatérale de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

Article 10 - <u>Forme des actions</u>

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société.

Une attestation d'inscription en compte est délivrée par la société à tout actionnaire qui en fait la demande.
Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Article 11 - <u>Droits et obligations attachés aux actions</u>

Scanné avec CamScanner

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

L'actionnaire unique ou les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence du montant des apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, le ou les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives

Article 12 - <u>Transmission des actions</u>

Les actions sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre côté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les trente jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Les cessions d'actions consenties par l'actionnaire unique, à titre onéreux ou gratuit, ainsi que les transmissions par voie de succession ou de liquidation de communautés s'opèrent librement.

Article 13 - <u>Agrément</u>

1. En cas de pluralité d'actionnaires, les actions de la société ne peuvent être cédées à titre onéreux, y compris entre actionnaires, qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à l'unanimité.

2. La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

Le président notifie cette demande d'agrément aux actionnaires.

Scanné avec CamScanner

3. La décision des actionnaires sur l'agrément doit intervenir dans un délai de trois mois à compter de la notification de la demande visée au 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

a) En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'actionnaire cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les 30 jours de la notification d'agrément; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

b) En cas de refus d'agrément, la société doit, dans un délai de trois mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'actionnaire cédant soit par des actionnaires, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'actionnaire cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Article 14 - <u>Président de la société et directeur général</u>

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne morale ou physique, actionnaire ou non de la société. Le Président personne morale est représenté par ses dirigeants sociaux.

Le Président est nommé par l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

Le Président est nommé sans limitation de durée. Il peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'en prévenir l'actionnaire unique ou les actionnaires deux mois au moins à l'avance.

Le Président est révocable à tout moment par décision de l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, par décision des actionnaires statuant à la majorité prévue à l'article 17.2 des présents statuts.

La rémunération du Président est fixée par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

Le Président dirige la société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les présents statuts à l'actionnaire unique ou aux décisions collectives des actionnaires.

Scanné avec CamScanner

Le Président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

La société peut être aussi représentée, dirigée et administrée par un Directeur général, personne physique, actionnaire ou non de la société. Le Directeur général dispose des mêmes pouvoirs que le Président.

Article 15 - <u>Comité d'entreprise</u>

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

Article 16 - <u>Commissaires aux comptes</u>

Le contrôle de la société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants, désignés par décision collective des actionnaires.

Article 17 – <u>Conventions entre la société et les dirigeants</u>

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant, actionnaire unique, sont mentionnées au registre des décisions de l'associé unique.

Lorsque l'actionnaire unique n'est pas dirigeant de la société, les conventions conclues par le Président sont soumises à son approbation.

Lorsque la société comporte plusieurs actionnaires, la procédure de contrôle est celle prévue par l'article L. 227-10, alinéas 1 et 2 de Code de commerce.

Article 18 - <u>Décisions de l'actionnaire unique ou des actionnaires</u>

18-1 Décisions de l'actionnaire unique.

L'actionnaire unique exerce les pouvoirs qui sont dévolus par la loi à la collectivité des actionnaires lorsque la société comporte plusieurs actionnaires. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

L'actionnaire unique prend les décisions concernant les opérations suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- nomination et révocation du Président ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- dissolution de la société ;
- augmentation et réduction du capital ;
- fusion, scission et apport partiel d'actif ;
- toutes autres modifications statutaires.

Les décisions de l'actionnaire unique sont constatées dans un registre côté et paraphé.

18-2 Décisions collectives des actionnaires.

Scanné avec CamScanner

Si la société comporte plusieurs actionnaires, les seules décisions qui relèvent de la compétence des actionnaires sont celles pour lesquelles la loi et les présents statuts imposent une décision collective des actionnaires. Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du Président.

Dans ce cas, les décisions collectives des actionnaires sont prises, sur consultation du Président, par procès-verbal de décision, lequel mentionne la communication préalable de l'ensemble des informations et documents permettant aux actionnaires de se prononcer en connaissance de cause.

Sous réserve des décisions requérant l'unanimité en application de l'article L. 227-19 du Code de commerce ou des dispositions des présents statuts requérant une majorité spécifique, les décisions collectives sont adoptées à la majorité de plus de la moitié des actions.

Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Article 19 - <u>Comptes sociaux</u>

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Il établit également les comptes annuels, un rapport de gestion exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les évènements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et les activités en matière de recherche et de développement, ainsi que le cas échéant des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe.

L'actionnaire unique, ou les actionnaires par voie de décision collective, approuvent les comptes annuels, après rapport du commissaire aux comptes dans un délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice.

Article 20 - <u>Affectation et répartition des résultats</u>

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, ainsi que tous amortissements provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait, sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement de 5 % pour constituer la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté des reports bénéficiaires.
La part attribuée aux actions sur ce bénéfice est déterminée par l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

Scanné avec CamScanner

L'actionnaire unique ou la décision collective des actionnaires peut également décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

De même, il peut être décidé d'affecter en totalité ou en partie les sommes distribuables aux réserves ou au report à nouveau.

Article 21 - <u>Dissolution – liquidation</u>

La société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

Lorsque la société ne comporte qu'un seul actionnaire personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Lorsque la société comporte plusieurs actionnaires ou un actionnaire unique personne physique, la dissolution entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux dispositions légales.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 22 - <u>Contestations</u>

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de surgir pendant la durée de la société ou de sa liquidation seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

Article 23 - <u>Engagements pour le compte de la société en formation</u>

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun de ces actes de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux actionnaires, ledit état étant annexé aux présents statuts.

Article 24 - <u>Publicité</u>

Tous pouvoirs sont donnés au Président à l'effet de signer l'insertion relative à la constitution de la société dans un journal d'annonces légales et signer tous pouvoirs ou document et effectuer toutes formalités en vue de l'immatriculation de la société au Greffe du Tribunal de Commerce

Fait à **Marseille**, Le 23 mars 2022,

En quatre originaux

Signature des intervenants



Scanné avec CamScanner